“Une ligne rouge” : la guerre commerciale Canada-USA prend de l’ampleur et déborde sur le terrain identitaire… Les États-Unis accusés de vouloir affaiblir la langue française. Face au tollé, Donald Trump dément

25/08/2026 à 20h22



Washington promettait l’embellie et la paix commerciale avec le Canada… mais la dernière séance de négociations entre les deux pays a vraisemblablement mis le feu aux poudres. Samedi 22 août dernier, Mark Carney, Premier ministre canadien, a annoncé une rupture de dialogue avec les États-Unis après des semaines de pourparlers : Ottawa va donc mettre en place une série de mesures de rétorsion – “au dollar près” – après l’entrée en vigueur de droits de douane américains à hauteur de 50 % sur les produits canadiens.

La Dépêche

Mais comment le français – l’une des deux langues officielles au Canada avec l’anglais depuis 1969 – a-t-il pu devenir un

obstacle à des négociations économiques et tarifaires entre Washington et Ottawa ?

Le chef du gouvernement canadien a assuré que Washington avait formulé des exigences qui auraient affaibli les protections du français prévues par la législation fédérale et la réglementation au Québec. Le français est la langue principale d'environ 85 % de la population de la province. Le Canada "ne pouvait pas accepter" un accord qui aurait "mis en péril la culture et la langue française" dans le pays, a soutenu Mark Carney.

Jamieson Greer, représentant américain au Commerce, a nié toute hostilité envers le français, ajoutant qu'il "appréciait les Québécois" et le fait qu'ils soient francophones. Le négociateur américain a qualifié les allégations canadiennes de "fake news amusantes", tout en reconnaissant que certaines règles canadiennes à ce sujet n'étaient pas appréciées par les entreprises américaines.

"L'administration Trump se fait le porte-voix des milieux d'affaires américains qui estiment injustes certaines lois comme l'obligation du double étiquetage [français et anglais] sur les produits vendus au Canada ou encore une réglementation au Québec qui contraint des plateformes comme Netflix à optimiser leur algorithme de recommandations pour mettre en valeur les contenus en français", explique Andrew Gawthorpe, spécialiste de la politique étrangère américaine à l'université de Leyde aux Pays-Bas. (…)

Face à ces pressions américaines, Mark Carney "a clairement fait de la protection du français une ligne rouge qu'il refusera absolument de franchir lors de ces négociations commerciales", assure James Kennedy. (…)

France 24

Le président des États-Unis, Donald Trump, nie avoir exigé des concessions sur le français lors des négociations commerciales

avec Ottawa, qui ont pris fin dans la discorde ces derniers jours.

Sur son compte Truth Social, mardi matin, M. Trump a soutenu qu'il « n'empêcherait jamais les Canadiens de parler français », ajoutant qu'il n'a « même jamais songé à faire une chose aussi stupide ».

« Ce mensonge a été inventé par un premier ministre faible et inefficace dans le but de regagner le soutien politique de la population québécoise, qu'il a totalement perdu », a plaidé le président républicain en faisant référence au premier ministre Mark Carney. « J'aime les Canadiens français », a-t-il conclu. (…)

Le Devoir

Donald Trump, cible d'attaques virulentes du dirigeant de la province canadienne de l'Ontario, a dit mardi 25 août vouloir changer le nom du lac Ontario, frontalier des Etats-Unis et du Canada, en "lac d'Amérique". Cette idée, lancée en pleine reprise des hostilités commerciales entre Washington et Ottawa, rappelle l'une des premières décisions du président américain après son retour au pouvoir, à savoir changer le nom du golfe du Mexique en "golfe d'Amérique".

France Info